



Assemblée générale

Distr.: Limitée
6 octobre 1999

Français
Original: Anglais et Chinois

Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée

Cinquième session

Vienne, 4-15 octobre 1999

Point 4 de l'ordre du jour

**Examen de l'instrument juridique international additionnel
contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu,
de leurs pièces, éléments et munitions**

Propositions et contributions reçues des gouvernements concernant le projet de protocole contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions et autres matériels connexes additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Chine: commentaires et propositions concernant le projet de protocole contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions et autres matériels connexes additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Article premier: Relation avec la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Paragraphe 1

1. La Chine approuve le texte du paragraphe 1 de l'article premier sous sa forme actuelle.

Paragraphe 2

2. La Chine accepte sans difficulté le libellé du paragraphe 2 de l'article premier mais estime que ce paragraphe devrait être déplacé à l'article III.

Article II: Définitions

Paragraphe c)

3. La Chine interprète l'expression "arme à feu" comme désignant toute arme de manière générale, à canon létale qui peut propulser une balle ou un projectile par l'action d'un explosif à l'exception des armements militaires lourds tels que les systèmes de missiles ou

de roquettes antichar, les systèmes de missiles antiaériens ou les mortiers portatifs. En conséquence, la Chine hésite à accepter une interprétation large de la définition donnée à cette expression.

4. En ce qui concerne les explosifs, il convient de souligner que les explosifs et les armes à feu ont des usages bien distincts: les premiers sont couramment utilisés dans les secteurs industriel et commercial tandis que les deuxièmes sont presque exclusivement utilisées pour ce qu'elles sont, à savoir des armes. Il pourrait donc être inopportun d'inclure des dispositions sur les explosifs dans le projet de protocole et de soumettre ainsi la fabrication, l'importation et l'exportation tant des armes à feu que des explosifs aux mêmes restrictions. Toutefois, la Chine admet pleinement que les explosifs sont très dangereux s'ils tombent entre les mains de criminels et qu'une coopération internationale est nécessaire pour lutter contre cette utilisation criminelle des explosifs. À cet égard, elle approuve la proposition du Japon d'envisager l'élaboration d'un protocole séparé ou de traiter la question dans d'autres instances.

Paragraphe e)

5. La Chine propose de supprimer l'alinéa ii) du paragraphe e). Les motifs de cette suppression sont exposés ci-après dans les commentaires sur l'article IX.

Article III: Objet

Paragraphes a) et b)

6. Les paragraphes a) et b) peuvent être regroupés en une seule phrase succincte, comme suit:

“a) De promouvoir et de faciliter la coopération entre les États Parties au présent Protocole et à la Convention dans les efforts qu'ils déploient en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions et d'autres matériels connexes”.

Article IV: Champ d'application

7. La Chine estime que le champ d'application du Protocole devrait être limité aux activités criminelles liées à la fabrication et au trafic illicites d'armes à feu, de munitions et d'autres matériels connexes et qu'il faudrait s'efforcer de ne pas dépasser le mandat énoncé dans les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies en empiétant sur des domaines liés au désarmement et la maîtrise des armements, tels que le contrôle et la transparence des transferts licites d'armes légères d'État à État ainsi que la récupération et la disposition d'armes après un conflit.

8. La Chine propose donc de libeller l'article IV, relatif au champ d'application, de la manière suivante:

“Le présent Protocole s'applique à toutes les catégories d'armes à feu, munitions et autres matériels connexes faisant l'objet d'une fabrication et d'échanges commerciaux mais non aux transactions ou transferts d'État à État aux fins de la sécurité nationale ni aux armes à feu fabriquées exclusivement pour équiper l'armée ou les forces de sécurité d'un État Partie”.

Article IV bis: Souveraineté

9. La Chine approuve pleinement les dispositions de l'article IV *bis*, proposé par la délégation mexicaine (A/AC.254/5/Add.1).

Article V: Criminalisation

Paragraphe 3

10. Bien qu'ayant une réglementation interne qui interdit la violation des embargos sur les armes décidés par le Conseil de sécurité, la Chine propose de supprimer le paragraphe 3, qui n'a guère de lien avec la criminalité transnationale organisée et pourrait constituer une atteinte à l'indépendance judiciaire des États Parties.

Article IX: Marquage des armes à feu

Alinéa a) du paragraphe 1

11. La loi fait obligation aux fabricants chinois de porter une marque appropriée sur chaque arme à feu au moment de sa fabrication, quel que soit l'usage auquel elle est destinée (usage militaire ou civil). Néanmoins, le marquage peut différer selon l'utilisation qui sera faite des armes à feu. La Chine pense que le critère à retenir pour considérer une marque comme appropriée devrait être la présence de tout élément permettant à l'administration compétente d'un État Partie de retrouver l'origine de l'arme à feu. Il suffirait donc d'exiger que la marque indique le pays de fabrication et de laisser chaque État Partie décider quels autres éléments d'information devraient aussi figurer. Pour faciliter l'identification du pays de fabrication, un système universel de codes de pays pourrait être envisagé.

Alinéa b) du paragraphe 1

12. La Chine n'exige pas le marquage des armes à feu importées. Il conviendrait d'examiner plus longuement le libellé actuel de l'alinéa b) du paragraphe 1. Compte tenu de la diversité des pratiques suivies dans les différents pays concernant les armes à feu importées, il serait peut-être suffisant que les armes à feu portent une marque unique et identifiable qui serait enregistrée dans son intégralité au moment de l'exportation et de l'importation. Ainsi, l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article IX, combiné à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article VIII, pourrait permettre de résoudre le problème du suivi des armes à feu importées, ce qui éviterait aux États Parties de devoir modifier leurs législations et pratiques actuelles. En tout état de cause, les pays importateurs pourraient décider s'il convient ou non de marquer les armes à feu importées après leur importation.

Article X: Prévention de la réactivation des armes à feu neutralisées

13. La Chine approuve l'idée de prévenir la réactivation des armes à feu neutralisées mais estime que la disposition figurant à l'article X devrait être précisée.

Article XI: Dispositions générales concernant les licences d'exportation, d'importation et de transit ou les régimes d'autorisation

14. En ce qui concerne l'article XI, la Chine accepte sans difficulté particulière les dispositions concernant l'exportation et l'importation mais émet des réserves quant aux dispositions sur les licences de transit et l'autorisation des transferts qui devraient être davantage précisées. Avant toute chose, il faudrait préciser la définition même du mot "transit". Selon la Chine, l'exigence d'une licence de transit impose inévitablement une contrainte plus lourde au pays de transit. D'ailleurs, les dispositions sous leur forme actuelle ne précisent pas qui, de l'importateur ou de l'exportateur, devrait demander la licence de transit. Il faudrait également apporter des précisions sur le lien entre transit et transbordement.

15. En ce qui concerne l'exigence d'une autorisation écrite du pays exportateur avant toute réexportation ou tout transfert, la Chine estime que la façon dont il est disposé des armes à feu importées relève du droit souverain du pays importateur car, en règle générale, une fois

que les marchandises ont été livrées à l'importateur, le droit de propriété échoit à ce dernier, qui est alors responsable de la disposition des marchandises. Un certificat d'utilisateur final pourrait contribuer à empêcher la réexportation ou le transfert des armes à feu sans l'approbation du pays exportateur.

Article XIV: Échange d'informations

Paragraphe 1

16. La Chine propose d'ajouter, au paragraphe 1, les mots "et compte tenu de leurs préoccupations légitimes en matière de sécurité ou de commerce" après les mots "qui leur sont applicables".

Article XVII: Confidentialité

17. La Chine propose de modifier la dernière phrase de l'article XVII comme suit:

"Si, pour des raisons juridiques, une telle confidentialité ne peut pas être assurée, l'État Partie qui doit fournir l'information en est avisé avant de la communiquer".
